



Algérie : Les années de sang et les complicités de la France

Entretien avec Lounis Aggoun (1/2)

Par [Silvia Cattori](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2010

[Le Réseau Voltaire](#) 14 octobre 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

L'indépendance n'a pas permis à l'Algérie de sortir de la violence. Loin s'en faut. Le pouvoir n'a pas été rendu au peuple, mais a été accaparé par un groupe, initialement choisi par la France pour protéger ses intérêts. Pour se maintenir, ce groupe n'a pas hésité à manipuler des islamistes et à plonger le pays dans un nouveau cycle de violence. Dans un ouvrage documenté, « La colonie française en Algérie. 200 ans d'inavouable », Lounis Aggoun dénonce un système élaboré par des Algériens avec le soutien de la France, puis des Etats-Unis, au détriment de tout un peuple.



Silvia Cattori : *Votre ouvrage « La colonie française en Algérie. 200 ans d'inavouable » [1] est très impressionnant. 600 pages, denses, captivantes, s'appuyant sur une ample documentation, qui parlent avec empathie d'un peuple maltraité, mis à genoux. On comprend que c'est là le récit d'un homme meurtri par la souffrance de son peuple, résolu à se confronter à cette réalité brutale, à la vérité. Est-ce comme cela que vous le vivez ?*

Lounis Aggoun [2] : Je ne souhaite pas mêler mes écrits au flot intarissable de contresens et de contrevérités qui font office de littérature sur l'Algérie. Comment ne pas être meurtri lorsqu'on est le témoin permanent du spectacle de son peuple martyrisé ? Comment ne pas être révolté ensuite de voir le tyran se draper de vertu et se présenter comme le garant de la liberté, le meurtrier, le violeur, le voleur, le voyou, en somme tout ce qui fait l'Etat algérien, venir quotidiennement nous asséner ses leçons de morale ? Il n'y a pas de juste

milieu dans le drame algérien. Il y a d'un côté le territoire des colons (les nouveaux s'entend) et de l'autre celui des colonisés, qui vivent une réalité affreuse. Une fois que l'on a pris conscience de cela, pouvons-nous simplement vaquer à nos occupations ? J'ai beau essayer, je n'y arrive pas.

Silvia Cattori : *L'histoire récente de l'Algérie, de ses relations avec la France, relève du mensonge permanent, dites-vous dans votre livre. La France, voulant préserver coûte que coûte ses intérêts stratégiques en Algérie, a-t-elle vraiment œuvré de façon à ce que, après 1962, l'Algérie ne puisse pas accéder à la pleine possession de sa souveraineté ? L'Algérie comptait-elle davantage pour la France, que d'autres anciennes colonies ?*

Lounis Aggoun : Les choses ne se présentent pas de façon aussi manichéenne. Cela dit, l'œuvre faussement libératrice du général de Gaulle en Afrique est connue. Comment croire qu'il ait conçu en Algérie le projet contraire à celui qui était le sien dans le reste du continent ? Cela ne revient pas à dire qu'il souhaitait le malheur des Algériens. Loin s'en faudrait. Mais entre son projet, d'une Algérie indépendante entre les mains d'un pouvoir garant des intérêts français (cela, ce sont ses propres propos qui l'attestent) et la concrétisation (une dictature abominable qui a exacerbé toutes les turpitudes de l'ancien colon), il y a une marge et un fleuve de sang. Les dérives du pouvoir après le cessez-le-feu du 19 mars 1962 sont de la responsabilité des Algériens (quelles que soient les influences extérieures, qui sont réelles). Mais le mensonge originel (et il est colporté par ceux-là mêmes qui prétendent militer pour la vérité et l'histoire) consiste, un demi-siècle après, à nier qu'au départ il y a une volonté du pouvoir français de noyauter l'administration algérienne. Après, c'est une trivialité de dire que l'apprenti-sorcier a perdu le contrôle de sa créature diabolique. C'est tout cela que j'ai souhaité documenter dans cet ouvrage, en m'appuyant non pas sur des racontars mais sur les déclarations des plus hauts responsables concernés au sein de l'Etat français et du pouvoir algérien. La vérité est là, écrite par bribes. J'ai simplement réuni les bribes et la vérité émerge, aveuglante. Il suffit de vouloir la regarder en face, pour tenter de reconstruire le futur sur des assises saines ; ou détourner les yeux et continuer à fonder les relations entre les deux pays sur des sables mouvants. Les faiseurs d'opinion pourront continuer (je ne me fais aucune illusion) à prétendre que la France n'est pour rien dans le désastre algérien après l'indépendance et que ceux qui affirment le contraire ne sont que des excités immatures ; les faits sont accablants et la démonstration restera.

Silvia Cattori : *L'affirmation que l'Indépendance a été suivie « d'une première décennie d'élimination des élites et de noyautage » met à mal la vision romantique qui avait cours dans les années 60-70, d'une Algérie socialiste triomphante, admirable, toute engagée dans le soutien des mouvements de libération, dotée de brillants diplomates, forte d'une remarquable politique étrangère ? Etait-ce une vision totalement erronée ? Pouvez-vous expliciter ?*

Lounis Aggoun : Entre les envolées lyriques de Houari Boumédiène [3] sur la scène internationale et la réalité qu'il imposait au peuple algérien, il y a la différence entre le jour et la nuit. Et comme dans toute illusion, les déconvenues sont d'autant plus douloureuses que le rêve était beau. Quant aux brillants diplomates (et il n'est pas question de dire qu'il n'y en eut pas), ils n'ont servi que de caution à des politiques qui relèveraient du crime contre l'humanité si une justice internationale pouvait se pencher sur la question. Au demeurant, la réponse à votre question est simple : la qualité de cette administration peut aisément se mesurer au fait que l'un de ses plus éminents membres, Abdelaziz Bouteflika, est devenu président en 1999, près de quarante ans après avoir jeté les jalons de la

dictature algérienne ; et qu'il poursuit son œuvre dévastatrice en ce moment même. Il faut toujours se méfier des histoires romantiques. C'est la vocation de l'élite de ne pas y sombrer. Or, des observateurs et les commentateurs de tous ordres continuent de colporter des sornettes qui justifient le maintien d'un pouvoir dont ils se prétendent les opposants.

Silvia Cattori : *Vous avez sans doute des raisons qui vous permettent d'associer Ahmed Ben Bella à Boumediene et Bouteflika. Ben Bella, invité à la tribune de grands rassemblements, et fort applaudi, comme je l'ai constaté au Forum social européen (FSE) à Florence en Italie, en novembre 2002, demeure très estimé. Qu'a-t-il en commun avec eux ?*

Lounis Aggoun : Ben Bella, c'est l'homme qui a confisqué la liberté aux Algériens. À ce titre, il endosse la plus lourde responsabilité dans le malheur de son peuple. Depuis qu'il a été déchu, je ne crois pas avoir entendu dans sa bouche un début d'autocritique. Au contraire, chaque fois qu'il intervient, c'est pour accabler les meilleurs cadres politiques de la Révolution et pour justifier le sort qui leur a été réservé (souvent leur meurtre). Qu'il fasse illusion dans les forums mondiaux est significatif de l'efficacité du travail des historiens et des journalistes. Quant aux organisateurs de ces forums, ils sont souvent ceux-là mêmes qui ont été bercés par l'aventure romantique que vous évoquez ; et ils ne souhaitent pas plus que les autres qu'on détruise leurs idoles. Ils sont nombreux dans la mouvance communiste qui, après s'être trompés en 1938 en soutenant Staline (avant de se ressaisir - une fois n'est pas coutume - dans la Résistance), puis en 1956 en votant les pouvoirs spéciaux à l'armée (ils soutiendront de la même façon une autre sale guerre en 1992, en prétendant vouloir sauver les Algériens d'eux-mêmes, et en relayant une politique proprement génocidaire, baptisée sans complexe « éradication »), ont cru se refaire une virginité en soutenant le pouvoir totalitaire qui s'installait en Algérie. Ils ont fait de ce soutien l'œuvre positive de leur vie. On aura alors beau les mettre aujourd'hui face à l'évidence, ils préféreront détourner les yeux.

Mais votre question mérite d'être élargie. Lorsqu'on découvre les affres du pouvoir actuel, les crimes du précédent paraissent en comparaison véniels (les 200 000 morts de la décennie 1990 sont un crime de masse ineffaçable, mais les menées destructrices à l'œuvre en ce moment auront à long terme des conséquences plus graves encore). Au vu de la décennie 1990, celle de 1980 avec Chadli paraît avec le recul somme toute assez douce. Et si l'on tient compte des affres de la décennie 1980 de Chadli, le règne de Boumediene paraît relever de l'âge d'or de l'indépendance algérienne. Connaissant les abominations du régime de Boumediene, l'ère de Ben Bella (où s'est pourtant fondée la dictature) paraît donc relever d'une époque de rêve. Outre que le temps apaise les malheurs engendrés par les pouvoirs successifs, cela traduit la descente inexorable aux enfers des Algériens. C'est cette réalité que j'ai aussi voulu retracer dans ce livre. Quant aux organisateurs de forums sociaux, il n'est jamais trop tard pour sortir de l'univers onirique où ils se complaisent et l'on peut espérer qu'ils cesseront de mêler leur énergie à celle des extrêmes qu'ils prétendent combattre...

Silvia Cattori : *Tous les chapitres de votre livre sont passionnants et méritent débat. J'aimerais m'entretenir avec vous en particulier de ces événements que vous décrivez avec précision et qui, dès 1988, préparent le pire. Je crois que peu de gens savent ce qui s'est réellement passé tout au long de ces « années de sang ». Tout cela est terriblement accablant. Jusqu'à quel point le visage de l'Algérie a-t-il été bouleversé à jamais ? Quand pourra-t-on dire que tout cela appartient au passé ?*

Lounis Aggoun : Un peuple en cage ; voilà ce que sont les Algériens aujourd'hui. Pour s'en

échapper, des hommes et des femmes liquident tous leurs biens pour s'acheter un hypothétique passage en Europe. Sur des barques délabrées qui coulent sitôt en haute mer, ou sur des bateaux en courant le risque d'être jetés par-dessus bord par des équipages qui ne souhaitent pas avoir des ennuis avec les services d'immigration des pays où ils accostent. Si l'âme du peuple algérien s'échine à échapper à la furie, le paysage dans lequel évolue la population a été quant à lui totalement abîmé.

Les Algériens souhaitaient la liberté ; on les a plongés dans la dictature. Ils ont voulu imposer la démocratie en 1988 ; on les a plongés dans l'horreur. Aujourd'hui, ils ne connaissent que des ennemis : ceux-ci se bousculent devant chez eux pour s'accaparer les richesses (pétrole, gaz, minerais, ...) que recèle leur sous-sol. Il y a aussi ceux qui vendent des armes au régime qui les assassine. Ceux qui voudraient les sauver de leur prétendue propension à la barbarie et qui viennent expérimenter sur eux l'arsenal de la terreur. Ceux qui les accusent de tous les malheurs du monde et qui, au nom de cela, s'arrogent le droit de les piller. N'oublions pas les médias et les élites occidentales qui désinforment à leur sujet quand elles s'expriment sur eux et qui se volatilisent lorsqu'il devient impératif de les défendre. Dans dix ans, on découvrira que les opérations qui se mènent aujourd'hui - par un gouvernement qui est reçu en grande pompe dans les salons occidentaux - relèvent de crimes contre l'humanité. Et l'on assistera alors non pas à la condamnation de ces crimes, mais à l'élaboration de nouveaux crimes plus abominables encore, qui empêcheront l'opinion occidentale de s'appesantir sur ceux d'aujourd'hui. Et aujourd'hui donc, naturellement, pour éviter que soient traités les crimes de la décennie 1990, le pouvoir est en train de tenter de corrompre la population dans ce qu'elle a de plus intime, ses ressorts sociaux. Et ce pays que je vous décris est dépeint dans les colonnes des médias français comme un Eldorado économique, un exemple de démocratie.

Silvia Cattori : *Aujourd'hui, il est devenu clair pour vous que le Groupe islamique armé (GIA) était une émanation de la Sécurité militaire algérienne, une « organisation écran ». Cela était-il déjà clair pour vous dans les années 90 ?*

Lounis Aggoun : Cela était clair pour les rescapés des massacres à l'instant même où ils enterraient leurs proches. Mais que vaut la parole d'un supplicié quand personne ne consent à l'écouter, et même à l'entendre ? Il suffit de ne pas se départir de ce qui est le propre de l'homme, la faculté à raisonner, pour savoir que si certains attentats étaient bien l'œuvre des islamistes radicaux, les plus emblématiques, ceux qui ont eu le plus grand retentissement en Occident, étaient bien trop bénéfiques pour le régime, et pour lui seul, pour ne pas être suspects : il était essentiel que l'on ne s'interroge pas sur l'identité de leurs véritables commanditaires. Mais que vaut de savoir, que vaut même que tout le monde sache si les seules paroles que l'on entend dans les médias français, aujourd'hui, 10 ou 20 ans après les faits, ressassent la même rengaine falsificatrice. Ceux qui, il y a quinze ans, affirmaient déjà que les émirs les plus sanguinaires, Djamel Zitouni et Ali Touchent par exemple, étaient des agents du DRS (Département du renseignement et de la sécurité) comptent parmi les grands responsables des services de sécurité français. C'est l'un de ces secrets de Polichinelle. Cela n'empêche pas les médias de faire comme si personne ne savait et de débiter des contresens à longueur de journal.

Silvia Cattori : *Ceux qui sont au courant de ces pratiques secrètes relevant de la « stratégie de la tension », utilisées par les États à l'insu de leurs citoyens, [4] savent, ou peuvent immédiatement comprendre, que tout ce que vous décrivez et qui paraît appartenir à l'inimaginable est malheureusement bien réel, à savoir qu'une poignée de généraux algériens ont délibérément plongé leur propre pays dans le chaos dans le but d'en accuser*

le Front Islamique du Salut (FIS), [5], et que la « guerre d'éradication » contre les islamistes avait des mobiles cachés. Mais le grand public, qui est désinformé, qui ignore tout de ces stratégies machiavéliques, comment pourrait-il imaginer que les coupables ne sont pas les islamistes mais les généraux qui les manipulent ? Le peuple algérien sait-il ce qui se trame véritablement ?

Lounis Aggoun : D'abord, pour être viable, un gros mensonge doit se fonder sur une part de vérité. Des islamistes radicaux, il y en a eu en Algérie et il y en a toujours. Des islamistes désireux de plonger le pays dans la terreur, il y en a. Des islamistes qui souhaitent rééditer contre le colon intérieur les « exploits » de la génération de 1954, il y en a. Mais, comme dans toute société, ils sont une ultra-minorité, que les ressorts démocratiques existant auraient pu cantonner dans cette dimension marginale. Le pouvoir, dont les desseins détestables sont avérés, a planifié (il s'agit d'une préméditation et non pas d'une dérive) de se greffer sur cette minorité, qu'il a grossie de ses propres effectifs, pour pousser les islamistes non pas à la modération mais à la radicalisation. À titre d'exemple, le « *majliss echoura* » du FIS, son instance dirigeante, est passé à un moment sous le contrôle absolu du DRS ; certains de ses dirigeants sont aujourd'hui des ministres de Bouteflika ou des députés et offrent leur pays au pillage international. De tous les leaders de premier rang, seul Ali Benhadj était sans doute un homme sincère.

Comment échapper à la désinformation ? Les Algériens savent et ne sont pas dupes. Je ne parle évidemment pas des Algériens que les journalistes et les entrepreneurs français croisent dans les bars de l'Alletti ou l'Aurassi et pour qui la vie est belle. Je parle de l'Algérie profonde, l'Algérie du troisième collège. Quant aux Français qui souhaitent échapper à l'aveuglement, ils savent qui il faut lire et qui il faut écouter. J'ajouterais que « les Français de la France profonde » subissent aujourd'hui les mêmes coups de boutoirs de la part de l'Etat français et sont victimes au même titre que les Algériens. C'est pour cela que dire la vérité, entière, quand on la connaît, partout où l'occasion se présente, est une opération de salubrité publique, qui dépasse le cadre de l'Algérie. Car le monde entier prend un bien mauvais chemin, et ce qui est devenu le quotidien des Algériens risque fort de se « globaliser ». Et l'on accusera ensuite les Français de ne pas avoir été assez courageux pour parer des offensives contre lesquelles ils seront alors devenus impuissants...

Mais votre question doit être examinée avec plus de recul. Dans une manipulation, il ne faut pas confondre manipulateur et manipulé(s), tout comme il faut distinguer le désinformateur des personnes qu'il abuse. Il ne faut pas retomber dans ce travers algérien qui consiste à accuser la victime d'être victime. Une société reste complexe. Et si la grande masse consacre le peu d'énergie dont elle dispose pour s'en sortir, se dépêtrer de la glu où on l'a piégée, elle ne peut pas être accusée d'être mal informée, d'être mal avisée. Le tort en revient à ceux dont la vocation est de l'informer et de l'aviser. Je ne crois pas que le peuple aime qu'on lui mente. En tout état de cause, tous ceux que j'ai croisés à la suite de mes interventions m'ont demandé, sitôt leur lecture achevée, de leur en dire davantage et m'ont même parfois sermonné d'avoir atténué l'âpreté d'une information. Aucun parmi eux ne m'a jamais accusé d'en avoir trop dit. En revanche, la plupart des « gardiens des lignes éditoriales » qui m'ont sollicité pour écrire se sont empressés de me poser des garde-fous. M'ont reproché d'en dire trop, de décrire une vérité trop crue. En somme, ils me demandent de maquiller la vérité pour, pensent-ils, ne pas effaroucher le lecteur. Ignorent-ils que la moindre brèche dans une vérité empoisonne cette vérité et la tue ?

Silvia Cattori : *Durant ces années de répression sauvage, François Mitterrand était au pouvoir en France. Vous ne semblez pas avoir apprécié les implications de son*

gouvernement dans ce dossier. Celui-ci a-t-il favorisé la politique de ces généraux algériens qui multipliaient les opérations sanglantes contre leur peuple ? Les a-t-il réellement considérés comme « le rempart contre l'islamisme radical du FIS » ?

Lounis Aggoun : L'alibi du « rempart contre le terrorisme » est commode. C'est une grosse ficelle pour masquer des rapt à grande échelle. La responsabilité de François Mitterrand est monumentale. Je l'ai démontrée. Mais Mitterrand est un homme et la politique est œuvre collégiale. Il a présidé des gouvernements de gauche, et des gouvernements de droite. De tous les hommes politiques qui l'ont entouré, ils ne sont pas nombreux à pouvoir se targuer d'avoir montré un sens de l'honneur concernant les relations avec l'Algérie. Si la responsabilité est partagée, celle de François Mitterrand crève tous les plafonds en ce sens qu'il avait le pouvoir d'agir dans un sens noble et il a systématiquement agi de façon détestable. Il y aurait des livres entiers à écrire sur la question...

Cela étant, les dangers de l'islamisme radical ne doivent pas être minimisés. Et bien des anciens leaders du FIS (ceux qui aspiraient à redonner au peuple algérien sa dignité, même au prix de contorsions culturelles discutables) endossent une lourde responsabilité pour avoir, par inadvertance, contribué à plonger le pays dans le chaos. Pire, 20 ans après les faits, ils se murent encore dans le silence et refusent d'apporter le témoignage qui pourrait aider les observateurs à comprendre mieux l'histoire récente de leur pays. En d'autres mots, ils refusent délibérément d'aider leur peuple à connaître la vérité qui lui permettrait de s'affranchir des tyrannies qu'il subit. Exemple parmi d'autres, il est plus qu'évident qu'Abassi Madani, leur chef, travaillait main dans la main avec le DRS. Ils sont nombreux à pouvoir apporter leur témoignage. Ils ne le font pas. Cette faute est encore plus mortelle que les conséquences de leur amateurisme d'il y a 20 ans.

Silvia Cattori : *L'Elysée ne pouvait pas ignorer que les attentats qui faisaient des milliers de morts étaient contrôlés par les services secrets algériens. Quel intérêt avait la France à mettre un terme au processus de démocratisation en Algérie et à se servir de l'instrumentalisation de la menace islamiste ?*

Lounis Aggoun : La réponse à votre question peut tenir en un livre. C'est même celui que je viens de faire publier. L'intérêt de la France et de François Mitterrand n'est pas de ces choses auxquelles on peut répondre ponctuellement par un oui ou un non. C'est affaire de dynamiques, d'engrenages, de realpolitik, de prédatons économiques, de chantages, de préjugés, d'esprits de revanche mal consommé, de peur parfois, etc. Il ne faut d'ailleurs pas confondre l'intérêt de la France et celui de ses gouvernants. Chaque jour qui passe montre qu'ils sont mêmes antinomiques.

Silvia Cattori : *Pour n'avoir pas accepté la poursuite du processus démocratique en Algérie, et avoir approuvé l'interruption par la force de l'accès au pouvoir du Front Islamique du Salut (FIS), les puissances occidentales ont donc permis aux généraux algériens d'ouvrir les portes de l'enfer ?*

Lounis Aggoun : Encore une fois, les dynamiques et les engrenages à l'œuvre s'étalent sur des années, des décennies. Si l'on avait expliqué aux dirigeants français que l'interruption de la démocratie en Algérie en 1991 engendrerait la décennie morbide que l'on a connue, sans nul doute qu'ils auraient réfléchi à deux fois. Mais l'art d'un manipulateur est de faire que les décisions et les actes qu'il demande d'entériner ou de soutenir masquent les conséquences qui en découleraient. Une fois que les conséquences se révèlent, il est trop tard, il faut faire avec le réel, et éviter que les choses empirent, et donc soutenir une

dictature qu'il suffit de présenter comme un rempart contre le pire.

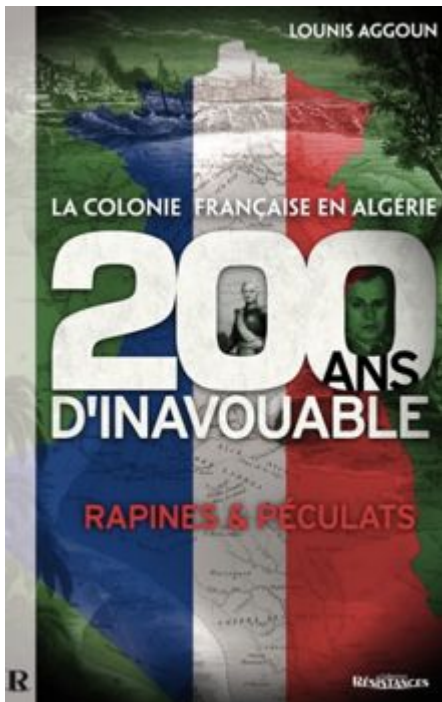
Mais avant d'aller plus loin, je voudrais rétablir un fait. On prétend depuis 20 ans que la démocratie en Algérie va porter les islamistes au pouvoir. Il n'y a rien de plus faux. Les islamistes, au plus fort de leur mobilisation, c'est-à-dire à un moment où le régime a neutralisé toutes les forces démocratiques et aidé le FIS à se structurer, n'ont pas joui d'une popularité dépassant 30 %. En juin 1991, des élections législatives auraient dû porter au pouvoir une coalition démocratique. Les généraux algériens ont simulé une guerre civile qui a duré une nuit pour mettre fin au processus démocratique et éliminer le seul gouvernement qui ait œuvré dans l'intérêt du peuple algérien, le gouvernement Hamrouche. Sitôt le processus électoral interrompu (avec les applaudissements du pouvoir français), le DRS a désigné un gouvernement avec pour objectif de lancer un autre processus électoral dont l'objectif était de faire gagner le FIS et de justifier la fin de la démocratie que le peuple ne méritait pas. Six mois d'une gigantesque manipulation après, le général Larbi Belkheir, maître d'œuvre de cette opération, annonce cette victoire soigneusement planifiée des islamistes. On connaît la suite.

Silvia Cattori : *Qu'en est-il, depuis la disparition de Larbi Belkheir et Smaïn Lamari, des relations entre le régime de Bouteflika et l'Élysée ? Et des actes que l'on attribue à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) ? Qui se cache derrière ce nom ?*

Lounis Aggoun : La réponse à votre question tient en une phrase : L'AQMI et le DRS sont une même organisation. Le reste est littérature. Les déboires de la France avec le pouvoir algérien viennent de ce que ses plus fidèles agents (Larbi Belkheir et Smaïn Lamari) sont décédés respectivement en 2010 et en 2007. La France se retrouve donc avec un interlocuteur qui n'est pas dans les mêmes dispositions à leur égard. Le maître actuel du régime, Toufik Mediene, préfère jouer d'autres cartes, américaine, chinoise, etc. C'est cette guerre souterraine qui se traduit sur le terrain par des enlèvements, et des humiliations à répétition infligées par l'AQMI (le DRS) à la France. Le pire, c'est que ni les hommes politiques, ni les journalistes, qui ont pratiqué le mensonge permanent, ne peuvent expliquer les vrais dessous. Et ce sont les experts-imposteurs habituels que l'on retrouve sur tous les plateaux de télévision. Des manipulateurs pour qui la vie des otages compte pour quantité négligeable.

Silvia Cattori : *Vous revenez à maintes reprises sur le rôle de Jack Lang, Hubert Védrine, Jean-Louis Bianco, Jacques Attali. Pourquoi ces personnages-là, si prisés par nos médias encore aujourd'hui, sont-ils plus particulièrement blâmables ?*

Lounis Aggoun : Ces hommes sont quelques-uns des bons conseillers du pouvoir de l'ombre en Algérie, autour de Larbi Belkheir. Ils sont donc, à des degrés divers, les architectes de l'œuvre de cet homme : la destruction de l'Algérie et le renvoi de son peuple dans les affres d'une colonisation pire que la colonisation, et qui n'ose pas dire ce qu'elle est...



A suivre...

[1] L'ouvrage de Lounis Aggoun, [La Colonie française en Algérie. 200 ans d'inavouable](#), éditions Demi Lune, 2010, est disponible en français. Pour vous informer et pour soutenir notre réseau de presse, achetez-le à la [librairie du Réseau Voltaire](#).

[2] Lounis Aggoun, journaliste indépendant, né en Algérie, vit aujourd'hui à Paris. Il a également coécrit avec Jean-Baptiste Rivoire « [Françalgérie, Crimes et mensonges d'États](#) », La Découverte, 2004, un livre qui révèle les dessous de la « sale guerre ».

[3] Houari Boumédiène, né en 1932, a exercé la fonction de président de la République algérienne du 19 juin 1965 jusqu'à sa mort le 27 décembre 1978.

[4] Cette stratégie est fort bien illustrée par les recherches de Daniele Ganser établissant que les attentats des années 80 en Italie étaient fomentés par les services secrets de la CIA et des armées secrètes de l'OTAN.

Voir : « [Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN](#) », par Silvia Cattori, Réseau Voltaire, 29 décembre 2006.

L'ouvrage du professeur Daniele Ganser, [Les Armées Secrètes de l'OTAN](#), éditions Demi Lune, 2007, est disponible en français. Pour vous informer et pour soutenir notre réseau de presse, achetez-le à la [librairie du Réseau Voltaire](#).

[5] Les élections municipales du 12 juin 1990 donnent une majorité absolue aux islamistes. Fin 1991, le pouvoir annule les élections municipales dont le premier tour a vu la victoire du FIS. C'est le début d'une guerre terrible.

Silvia Cattori : *Journaliste suisse indépendante, de langue maternelle italienne. Les années qu'elle a passées outre-mer, notamment en Asie du Sud-Est et dans l'Océan indien, en contact étroit avec le milieu de la diplomatie et des agences des Nations Unies, lui ont donné une certaine compréhension du monde, de ses mécanismes de pouvoir et de ses injustices. En 2002, elle fut témoin de l'opération « Bouclier de protection », conduite par Tsahal en Cisjordanie. Elle se consacre depuis à attirer l'attention du monde sur le sort subi*

par le peuple palestinien sous occupation israélienne. Auteur de [Asie du Sud-Est, l'enjeu thaïlandais](#) (éd L'Harmattan)

La source originale de cet article est [Le Réseau Voltaire](#)
Copyright © [Silvia Cattori](#), [Le Réseau Voltaire](#), 2010

Articles Par : [Silvia Cattori](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca